

CONCERTATIONS SOUS-REGIONALES / SUB-REGIONAL CONSULTATIONS

AFRIQUE AUSTRALE / SOUTHERN AFRICA

La consultation sous-régionale des pays du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique australe (SFS) a eu lieu le 25 Avril 2012 dans le cadre de la 27 Conférence régionale africaine. L'objectif de la consultation était de discuter des principaux défis et enjeux dans le secteur agricole, et les principales priorités pour la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement agricole dans la sous-région. La réunion a également discuté des principaux résultats de la réunion du bureau sous-régionale de la FAO avec les pays ainsi que le soutien attendu de l'organisation.

La réunion était présidée par l'Honorable Ministre de l'Agriculture du Développement rural et des pêches de l'Angola, Son Excellence Monsieur Afonso Pedro Canga. Les participants ont remercié la FAO d'avoir pris l'initiative d'organiser cette importante réunion et les autorités congolaises pour l'accueil chaleureux qui leur est réservé.

Les participants ont discuté des différents points de l'ordre du jour et sont convenus sur les observations et conclusions suivantes:

Concernant les questions et les défis

Les enjeux et les défis identifiés pour la sous-région sont semblables à celles qui touchent d'autres parties de l'Afrique, certains d'entre eux faisant partie des tendances mondiales. Ils comprennent:

- Les prix élevés des denrées alimentaires en raison de modifications dans la structure de consommation alimentaire et de commercialisation ;
- Effet du changement climatique ;
- Les catastrophes naturelles et l'adaptation en périodes de crises ;
- Réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle y compris les questions de salubrité des aliments
- Renforcement du pouvoir des femmes dans le contexte de l'urbanisation ;
- Amélioration des systèmes de production alimentaire et réduction des coûts de production ;
- Les pertes post-récolte et de post-capture (pour les cultures et la pêche, respectivement) ;
- Sécurité des navires de pêche semi-industrielles et industrielles qui sont sujettes à des attaques par des pirates opérant dans l'océan Indien. Cela constitue une grave menace pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance pour les nations insulaires comme les Seychelles, les Comores et l'île Maurice ;
- La concurrence déloyale entre le volaille importée et celle produite localement, qui met en faillite les agriculteurs impliqués ;
- Les infrastructures, la transformation post-récolte totale ou partielle, et l'accès aux marchés ;
- L'accès aux intrants agricoles et au crédit ;
- Renforcer les mécanismes de gouvernance et de partenariats.

Alors que la plupart de ces problèmes et défis transcendent les pays, il existe des spécificités qui ne doivent pas être négligés (par exemple les invasions de criquets à Madagascar qui posent de grandes menaces à la production alimentaire).

En ce qui concerne les priorités de la sous-région

Le président a rappelé les priorités qui avaient été identifiées lors de la réunion de la FAO et des pays tenue à Harare. Ce sont:

- L'augmentation de la productivité agricole, la production et la diversification ;
- Le commerce accru et l'accès au marché ;
- La réduction de la vulnérabilité et du risque ;
- La gestion des ressources naturelles ;
- L'investissement dans l'alimentation et l'agriculture.

Sont relatifs à cela les priorités transversales de partenariats et alliances efficaces, l'autonomisation des communautés, la sécurité de la tenure foncière, et la gestion efficace des connaissances. Les participants sont en accord avec les priorités identifiées plus tôt. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont souligné les priorités suivantes:

- Formulation de politiques sur la réduction de l'impact négatif du changement climatique sur l'agriculture ;
- Infrastructures rurales, la mécanisation agricole et la gestion des ressources naturelles ;
- Commerce intra-africain ;
- Programmation de la nutrition par le biais des systèmes agroalimentaires ;
- Défense des aliments locaux par la promotion de leur consommation ;
- Protection de l'environnement ;
- Accès aux intrants agricoles.

En ce qui concerne la décentralisation

Les participants sont convenus sur le processus de décentralisation tel que présenté. Néanmoins, ils estiment que la couverture de la FAO basée sur les niveaux de revenu des pays contribue à marginaliser les petits exploitants agricoles communales dans les pays à revenu intermédiaire comme la Namibie et l'Afrique du Sud parce que cette fraction de la population agricole est celle qui bénéficie de l'assistance d'organisations comme la FAO. Pour cette question, ils proposent que cette catégorie de pays bénéficie de représentations entières de la FAO avec les coûts de fonctionnement partagés entre le pays et la FAO. En outre, dans le déploiement de la décentralisation, la FAO devrait indiquer l'incidence que le processus aura sur la contribution de 2 million de dollars des membres. En ce qui concerne la plate-forme technique, les participants proposent qu'elle soit basée dans le pays ou la ville hôte de la communauté économique régionale.

Qu'attendent les pays de la FAO

Les pays aimeraient voir la FAO jouer les rôles suivants:

- Mobiliser les ressources pour les programmes régionaux ;
- Assistance en matière de formulation et révision des politiques et stratégies du secteur alimentaire et agricole, et l'élaborer des règlements sur l'aquaculture ;
- Assistance dans les statistiques agricoles ;
- Assistance au renforcement des organisations de producteurs ;
- Assistance à la mise en œuvre du processus du PDDAA et son harmonisation aux politiques agricoles nationales ;
- Renforcer l'adoption de l'approche chaîne de valeur pour le développement des denrées.

AFRIQUE CENTRALE / CENTRAL AFRICA

Le 25 avril 2012 s'est tenue à Brazzaville, République du Congo, la concertation des pays de l'Afrique centrale. Cette rencontre, qui fait partie de l'Agenda de la vingt septième Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Brazzaville du 23 au 27 avril 2012, avait pour objectifs de discuter des ; (i) enjeux et défis du développement agricole, (ii) des priorités pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, (iii) de la décentralisation de la FAO, sur la base des conclusions de la Consultation sous régionale , tenue le 14 mars 2012 a Libreville, au Gabon.

Les délégations ministérielles des pays couverts par le Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (le Cameroun, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Gabon, la Guinée Equatoriale, Sao Tome et Principe et le Tchad), ainsi que les délégations des Communautés Economiques Régionales (CEEAC et CEMAC), de la société civile et de la FAO ont pris part a cette rencontre. Elle a été présidée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation du Tchad, Dr. Djimé Adoum, dont le pays assure la Présidence de la CEEAC.

Une présentation portant sur les conclusions de la réunion sous-régionale du 14 mars 2012 (défis et enjeux du développement agricole, les axes priorités et les recommandations), a été faite par le Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale. Les participants tout en approuvant le contenu de cette présentation ont exprimé tout l'intérêt d'une telle rencontre dans le cadre de cette Conférence Régionale de la FAO.

Au niveau des défis et enjeux

Les participants ont remarqué que les défis et enjeux identifiés pour le secteur agricole reflètent la réalité de la sous-région. Ils ont déploré en particulier la très forte dépendance alimentaire de l'Afrique Centrale et le sous-investissement dans le secteur agricole, cela malgré la richesse en ressources naturelles et les conditions agro-écologiques favorables à la production. Afin de remédier a cette situation, les pays ont mis l'accent sur la nécessité d'un engagement plus accru des Gouvernements pour l'élaboration, la mise en cohérence et la mise en œuvre des politiques agricoles visant à rendre le métier agricole plus attractif, notamment pour les jeunes et les femmes. Les investissements nécessaires pour le développement de l'agriculture en tant que priorité pour les pays de la sous région doivent être effectués notamment à partir du Budget National. En outre, les participants ont recommandé l'accélération du processus PDDAA dans les pays, le rapprochement entre ce processus et le Programme Economique Régional de la CEMAC et la Politique Agricole Commune de la CEEAC. Il a été également proposé la création de plateformes inter-agences pour interconnecter ces programmes.

Des priorités de la sous-région

Les participants ont adopté les deux axes prioritaires définies d'une manière participative au niveau de la sous-région, que sont : (i) l'appui à l'élaboration des politiques agricoles cohérentes supportée par des investissements conséquents, et (ii) la promotion d'une gestion durable des interfaces forêts – agriculture à travers un nouveau type d'Agriculture.

Il a été recommandé au Bureau sous Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale de finaliser le Plan d'Action Sous régional d'ici fin 2012. Ce Plan d'Action sera présenté lors de la 28ième Conférence pour l'Afrique.

Il a été également recommandé le renforcement des capacités des petits producteurs et une meilleure prise en compte du genre dans le cadre de la modernisation de l'agriculture. Un appui conséquent doit être apporté pour le développement de l'agriculture familiale par l'accès au

crédit et la structuration en coopératives agricoles afin que les petits exploitants puissent s'insérer mieux dans l'économie de marché.

De la décentralisation

Les Délégations ont reconfirmé leur soutien pour la décentralisation plus effective de la FAO pour mieux répondre aux besoins des pays. Il a été recommandé de lier l'emplacement des Bureaux sous-régionaux à celui des Communautés Economiques Régionales et d'utiliser d'autres critères, en plus du revenu, dans la classification des pays pour la couverture des Bureaux pays. Les délégations ont en outre demandé que les coûts de la décentralisation soient calculés et que les relations entre le Pôle Technique et le Bureau sous régional de l'Afrique Centrale soient spécifiés. La composition du Hub technique devra tenir compte des priorités définies, tout en ouvrant la possibilité de valoriser l'expertise au niveau des pays.

Des attentes des pays vis-à-vis de la FAO

Les pays de l'Afrique Centrale considèrent la FAO comme un bras technique qui apporte un appui en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, programmes et projets dans le secteur agricole. Ils souhaitent que cet appui se poursuive et se focalise sur les priorités de la sous-région. La FAO devra continuer à appuyer les pays en partenariat avec la CEEAC et la CEMAC dans la mobilisation des financements, notamment à travers l'organisation des tables rondes dans le cadre du PDDAA. Les Programmes d'investissements agricoles devront accorder une attention particulière aux besoins spécifiques des jeunes et des femmes. Considérant le plan stratégique de la FAO sur les priorités de la sous-région comme un document de référence pour l'appui aux Etats pour le développement de l'agriculture, les participants recommandent sa finalisation avant la prochaine Conférence Régionale.

AFRIQUE DE L'OUEST / WESTERN AFRICA

Cette session, placée sous le haut patronage de son excellence Mr le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la Côte d'Ivoire, avec de nombreux participants des pays d'Afrique de l'Ouest présents et certains partenaires dont la BOAD, a permis de discuter les défis et enjeux, les priorités, les conclusions de la réunion sous-régionale de la FAO et des pays notamment sur la décentralisation et les attentes des pays vis-à-vis de la FAO. Dans l'allocution d'ouverture des débats, le contexte particulier de la sous-région est caractérisé par de nombreuses zones sahéniennes confrontées à une phase aigue d'une crise alimentaire et nutritionnelle chronique. Au-delà de cette situation actuelle particulièrement grave, l'insécurité alimentaire frappe de façon permanente une large part de la population du Sahel.

Les participants à la concertation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest ont reconnu qu'il y a plusieurs défis auxquels les pays, les organisations sous-régionales (CEDEAO, UEMOA et CILSS) et leurs partenaires doivent faire face dans le même temps. Il s'agit de couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des populations les plus sévèrement affectées tout en appuyant leur résilience par des programmes appropriés à moyen et long terme. De façon plus spécifique les **participants ont identifié les principaux défis et priorités suivants :**

- L'insécurité alimentaire et nutritionnelle n'est pas un problème nouveau. Cependant l'observation de la sécheresse quasi permanente et de déficits céréaliers chroniques au Sahel requièrent des solutions nouvelles en s'attaquant aux racines du problème. Ces solutions nouvelles doivent être soutenues par un engagement politique fort (**cas du Niger à travers l'Initiative 3N par exemple**) et un investissement suffisant à travers les plans d'investissement agricole pour renverser la tendance actuelle dans un délai défini et raisonnable. La maîtrise de l'eau de surface et souterraine (**cas du Burkina Faso et du Ghana**) et les aménagements hydro-agricoles permettant d'accroître la culture irriguée ont été identifiés comme priorités. Ceci passe par un recentrage des programmes sur l'augmentation de la production diversifiée et la productivité, levier de développement du secteur agro-industriel. La création des stocks régionaux de sécurité pourraient faire jouer la solidarité entre les pays côtiers et les pays sahéniens par exemple. Enfin, la mise en place d'unités de formulation d'engrais et la gestion intégrée de la fertilité des sols sont des enjeux majeurs dans certains pays.
- Toutes ces actions globales de développement des systèmes agro-alimentaires doivent être soutenues par des mesures spécifiques orientées vers les petits producteurs incluant l'accès à la formation et l'information, aux nouvelles technologies et l'accès aux marchés, comme élément d'un programme plus large de développement des infrastructures agricoles. La recherche de la valeur ajoutée créée par la transformation des produits alimentaires à travers le développement des micro-entreprises rurales est un autre aspect important identifié par les participants.
- Le développement des systèmes d'assurance agricole et l'accès des petits producteurs aux financements qui permettront d'accroître la production dans un environnement plus sécurisé
- L'adaptation aux changements climatiques par le développement des technologies adaptées est une nécessité.
- Le développement des capacités et des partenariats efficaces (coopération Sud-Sud, partenariat public-privé) peut pallier la faiblesse institutionnelle et des ressources humaines dans tous les pays de la sous-région particulièrement plus marquées dans les pays en situation de post-conflits.
- Le renforcement des systèmes d'alerte précoce et d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux pays et sous-région est essentiel. La table ronde

sur la cartographie des interventions de sécurité alimentaire et la nutrition a mis en évidence l'intérêt et la faisabilité de telles actions dans le contexte de la sous-région (**cas de la Sierra Leone par exemple**). De même, le renforcement des statistiques agricoles demeure un aspect important à considérer.

A propos des conclusions de la réunion sous-régionale de la FAO et des pays, les participants soutiennent la décentralisation proposée par la FAO dans la perspective de renforcer l'expertise des bureaux FAO pays et l'utilisation de l'expertise nationale et une meilleure appropriation pour plus d'efficacité. La mise en œuvre de ce processus doit prendre en compte le besoin de :

- Transferts de pouvoirs, des moyens financiers et de l'expertise au niveau régional et des pays ;
- Plus de célérité dans la réponse aux requêtes des pays ;
- Mettre en place un système robuste de monitoring et évaluation ;
- Prendre en compte, dans la classification, les spécificités de certains pays **comme par exemple le Cap Vert** qui souhaitent garder les bureaux FAO tout en restructurant leurs missions ;
- Conserver la force actuelle d'action des bureaux des urgences dans le processus en cours de l'intégration urgence et développement.

Les attentes vis-à-vis de la FAO sont nombreuses et s'articulent autour des actions suivantes :

- Continuer à fournir de l'assistance pour renforcer et maximiser la production agricole et assurer l'autosuffisance alimentaire;
- construire des partenariats avec les bailleurs de fonds pour échanger des expériences, formuler des projets et informer sur les initiatives en cours ;
- Assurer un lobbying et plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour le financement des programmes comme par exemple le plan d'investissement agricole à travers **Global Agriculture and Food Security Programme** (GAFSP);
- Soutenir les efforts d'intégration sous-régionale en général et la circulation des biens et des personnes en particulier;
- Continuer à soutenir la formulation des documents stratégiques du secteur agricole ;
- Soutenir la création d'un centre d'excellence sous-régional sur l'eau pour l'agriculture ;
- En plus de l'expérience pilote sur le maïs et le manioc d'une part et le riz d'autre part, la FAO doit collaborer avec la banque mondiale et le fonds japonais pour mieux documenter et créer des synergies entre les différentes initiatives en Afrique de l'Ouest en vue de leur mise à l'échelle future.

EASTERN AFRICA / AFRIQUE DE L'EST

The subregional consultation on Eastern Africa used the priorities proposed by an earlier experts' consultations as the basis for its discussions.

The draft priorities considered were:

- i. Agricultural production and productivity (crops, livestock, fisheries);
- ii. Enhanced food security targeting most vulnerable groups;
- iii. Better coordination of development interventions;
- iv. Institutional strengthening and capacity development for efficient service delivery;
- v. Improve countries' preparedness to diseases, pests, climate factors, etc. And response to emergencies and long-term challenges and
- vi. Improve value addition and market access, also through enabling policy and institutional environment.

- Delegates agreed that all the areas identified are relevant to the agriculture, natural resources management and environmental situation in their respective countries. However, agricultural production & productivity and enhanced food security & disaster preparedness need to be considered as priorities and the others as means to achieve them.
- For increased agricultural production and productivity in the region it was considered that natural resources management, **particularly water resources management**, was of paramount importance for crop, livestock and human development. It was, therefore, considered important that countries and development partners give primary attention on investment in the development of the water sector through enhanced rehabilitation and development of infrastructure for **rainwater harvesting, ground water development and surface water for irrigation**.
- Furthermore, for increased production & productivity crops and livestock a series of topics were addressed. Promotion of the use of **early maturing and drought tolerant crop varieties** and **urban and peri-urban agriculture, inland fisheries management** and the **development of aquaculture** that offers new development opportunities, cooperation amongst countries for **development of fertilizer industry** in the sub-region was stressed as well as **control of post-harvest losses, value addition and improvement of market access** within and between countries.
- There is need to **coordinate development interventions** at country levels and across borders with all relevant partners, to build synergies to ensure complementarities, share experiences and to avoid the possibility of sending conflicting messages to farmers and in general promote regional corporation.
- Inadequate institutional capacity was seen as a hindrance to development of the agriculture sector and for the establishment and operationalization of **early warning systems**. To address this and other challenges of food insecurity, it was recommended that IGAD Secretariat be strengthened in terms of its manpower and financial resources, to enable it to discharge its functions properly.
- To the same end, delegates called for the **strengthening of the FAO sub-regional office** in Addis Ababa in order to enhance a wider availability of FAO technical expertise to countries, and to enhance knowledge and experience transfer. FAO is

seen as vital to ensure the linkages between the **African Union (AU), Economic Commission for Africa (ECA)**, the members countries and the RECs to exchange between countries in the sub region.

- FAO was also encouraged to facilitate countries' access to development agencies for the improvement of technologies in particular and to continue to engage with the governments of the sub-region to honour their commitment to allocate 10% of their national budgets to agriculture. FAO could also help in the areas of **strategy development, resource mobilization and negotiation of trade policies** and with internally displaced persons (IDPs). FAO was also encouraged to be proactive in terms of identifying the challenges countries face and to propose bankable projects and programmes to address these challenges. Countries underling the relevance of the **FAO decentralization and the need to strengthen** these structures for the benefices of the members countries and the subregional institutions
- Given the high **livelihood and potential food insecurity challenges, livestock in the IGAD sub-region**, it was recommended that priority attention be given to the sector by way of disease control, pasture improvement and / or development, market development and relevant environmental interventions such as reforestation. For enhanced food and nutrition security, countries and development partners were encouraged to develop inland fisheries and aquaculture in the countries of the sub-region.